



# Consultation publique de l'Arcep

12 novembre 2024 – 20 décembre 2024

Projet de recommandation sur la mise en œuvre  
de l'obligation de complétude des déploiements  
des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné

## Réponse d'Orange

### Version publique

Les parties indiquées [...] relèvent du secret des affaires.

Lien vers les documents en consultation :

[Projet de recommandation sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné \(12 novembre 2024\) | Arcep](#)

## 1 Propos liminaires

Orange tient à exprimer une profonde préoccupation face à la complexité et aux implications du projet de recommandation de l'Arcep concernant la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné.

Orange considère que ce projet remet en cause les déploiements réalisés jusqu'à présent, créant ainsi une insécurité juridique et réglementaire inacceptable pour les opérateurs d'infrastructure. En effet, les nouvelles exigences proposées pourraient entraîner une remise en question des choix d'ingénierie et des règles de dimensionnement qui ont été appliquées de manière cohérente depuis plus de dix ans, et qui ont permis de rendre raccordables à ce jour plus de 90 % des locaux.

Cette situation pourrait non seulement freiner les investissements nécessaires à la finalisation des déploiements de réseaux de fibre optique, mais également nuire à la lisibilité des obligations qui pèsent sur les opérateurs d'infrastructures.

Orange rappelle ici ses principales observations :

Identification des besoins en fibre : Orange exprime des réserves concernant l'approche de l'Arcep, qui préconise une analyse au cas par cas pour évaluer les besoins en fibre des locaux professionnels et établissements. Cette approche pourrait créer une insécurité juridique et une charge administrative disproportionnée pour les opérateurs d'infrastructures. L'Arcep doit éviter de redéfinir *a posteriori* les règles de dimensionnement du réseau, car cela pourrait remettre en cause des déploiements déjà réalisés. Orange soutient que les règles actuelles, qui ont favorisé l'investissement et le déploiement industriel, doivent être maintenues.

Notion de local à usage professionnel : Orange considère que la définition proposée par l'Arcep est trop restrictive et ne prend pas en compte la diversité des situations rencontrées dans le secteur. Orange propose une définition plus inclusive qui intègre la notion d'établissement d'entreprise.

Raccordement au FttH de certains types de locaux : Orange invite l'Arcep à compléter sa recommandation, afin de clarifier les règles applicables aux opérateurs d'infrastructures s'agissant de certains types de locaux (immeubles professionnels, logements provisoires sans permis, locaux techniques et installations, locaux professionnels ayant besoin de multi-accès).

Traitement des refus et gels ne relevant pas de la responsabilité de l'opérateur d'infrastructure : Orange considère que les recommandations de l'Arcep relatives à la documentation et au traçage des efforts pour débloquer les cas de refus ou gels sont trop étendues et peuvent conduire à une hétérogénéité entre les OI. Il est essentiel que ces exigences soient raisonnables et proportionnées, afin de ne pas imposer une charge administrative démesurée sur les opérateurs d'infrastructures. En particulier, Orange propose de remplacer la relance systématique tous les trois ans par un système de guichets d'accueil permettant aux opérateurs commerciaux de signaler des éléments nouveaux susceptibles de débloquer des situations de refus.

Caractérisation du manque d'appétence pour les locaux raccordables à la demande : Orange exprime des réserves concernant les propositions de l'Arcep relatives à l'évaluation de l'appétence des clients pour le FttH dans le cadre des locaux raccordables à la demande. En particulier, Orange conteste l'idée selon laquelle un logement avec une ligne cuivre active devrait nécessairement migrer vers la fibre. Cette position ne reflète pas la réalité du marché, où de nombreux clients, notamment des personnes âgées, ne souhaitent qu'un abonnement téléphonique et ne sont pas intéressés par des services haut débit. Orange propose plutôt que toute ligne cuivre qui ne dispose pas d'une offre haut débit DSL depuis 12 mois puisse être considérée comme non appétente à la fibre. Cela permettrait d'établir des critères plus réalistes et adaptés aux dynamiques du marché. Enfin Orange suggère que les locaux raccordables à la demande qui n'ont pas fait l'objet d'une commande pendant une période donnée puissent être considérés comme caractérisant un manque d'appétence.

Raccordement des immeubles neufs : Orange exprime des préoccupations concernant les critères proposés par l'Arcep pour qualifier les immeubles neufs et les obligations qui en découlent. La définition d'immeuble neuf proposée par l'Arcep, qui stipule qu'un immeuble est considéré comme neuf si l'autorisation d'urbanisme a été délivrée après la mise à disposition du point de mutualisation, est en contradiction avec les dispositions légales existantes et pourrait entraîner des ambiguïtés sur les responsabilités des promoteurs et des opérateurs. Orange propose une approche plus simple : dès qu'un point de mutualisation est disponible depuis au moins trois mois, l'opérateur d'infrastructure devrait être tenu de rendre raccordable tout immeuble livré dans la zone arrière de ce point de mutualisation, dès lors que le promoteur a mis à disposition les infrastructures nécessaires.

Prestation de fourniture du PAR Fibre : Orange conteste l'approche de l'Arcep qui fait référence au tarif de 15 € pour la fourniture du PAR sur le réseau cuivre. Cette référence est jugée obsolète et inappropriée, car elle ne tient pas compte des coûts réels associés à la fourniture du PAR fibre, qui nécessitent des recherches d'informations et potentiellement des déplacements sur le terrain. Orange demande à l'Arcep de retirer la référence au tarif de fourniture du PAR cuivre. Si l'Arcep souhaite néanmoins établir une référence pour la fourniture du PAR fibre, Orange suggère que cela soit fondé sur un benchmark des pratiques existantes et sur une étude approfondie des tâches associées à la fourniture de cette prestation.

En conclusion, Orange invite l'Arcep à reconsidérer son projet de recommandations, afin de garantir un cadre réglementaire stable et prévisible, propice à l'innovation et à la compétitivité du secteur. Il est essentiel que les règles soient claires et adaptées aux réalités du marché, afin de soutenir le développement des infrastructures de fibre optique en France.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## 2 Sur la notion de logement ou local à usage professionnel

### 2.1 Sur l'identification des besoins en fibre des établissements et installations

Dans son projet mis en consultation publique, l'Arcep recommande aux opérateurs d'infrastructure (OI) de « *privilégier l'identification des besoins en fibre des établissements et installations à la qualification de la situation par référence à une définition préétablie du logement ou du local à usage professionnel* », et de documenter « *les éléments relatifs à ces échanges pour leur permettre de justifier le bienfondé de la solution retenue* ».

Au préalable, Orange considère que les règles actuelles ont été de nature à favoriser l'investissement, et qu'il ne serait pas acceptable que l'Arcep redéfinisse *a posteriori* les règles de dimensionnement du réseau alors que, comme l'indique l'Arcep dans son dernier observatoire, 90% des locaux sont désormais raccordables.

*A contrario* la recommandation proposée, qui serait utilisée pour apprécier le respect ou le non-respect par un OI de ses obligations de complétude au regard des « *besoins en fibre* » de chaque propriétaire d'immeuble, n'est pas compatible avec un déploiement industriel puisqu'elle repose sur une analyse au cas par cas, plutôt que sur la définition de règles standards de dimensionnement du réseau.

Si cette recommandation était maintenue en l'état, l'Autorité pourrait demander à l'OI de justifier de ses choix d'architecture au regard des demandes des propriétaires. Une telle recommandation créerait de l'insécurité juridique et un problème de lisibilité de l'obligation pour l'OI. En effet, les règles de dimensionnement risqueraient d'être remises en cause au regard de l'estimation subjective des besoins en fibre d'un tiers. Une telle recommandation créerait en outre une charge supplémentaire disproportionnée en matière de documentations.

Orange considère qu'il n'y a pas lieu de remettre en cause les règles d'ingénierie utilisées par les OI pour le dimensionnement de leurs réseaux dès lors que celles-ci sont conformes aux règles établies par le Comité d'experts fibre, qui a justement été mis en place par l'Arcep pour harmoniser la pratique des OI en matière de déploiement des réseaux FttH. Orange a ainsi retenu, pour le dimensionnement de son propre réseau FttH, les préconisations du Comité d'experts fibre relatives au nombre de fibres par local.

Aussi il ne serait pas acceptable à ce stade très avancé des déploiements de réviser *a posteriori* des choix d'ingénierie et de règles de déploiement, d'autant qu'une remise en cause qui s'appliquerait aux déploiements déjà effectués poserait inévitablement un sujet de rétroactivité d'une nouvelle règle à des situations qui ont été établies sous l'empire de règles qui ont été appliquées de manière continue. Orange s'étonne ainsi que l'Arcep revienne maintenant sur des règles de déploiement appliquées depuis plus de 10 ans par l'ensemble des opérateurs et ayant permis le déploiement de plus de 90 % des réseaux FttH.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, Orange demande à l'Arcep de ne pas conserver cette partie dans sa recommandation.

### 2.2 Sur la notion de local ordinaire

Dans son projet de recommandation, l'Arcep propose d'exclure de la catégorie des logements ordinaires les locaux utilisés pour l'habitation par les personnes qui résident au sein d'une communauté (résidence pour les personnes âgées, pour des étudiants, de tourisme, à vocation sociale ou pour des personnes en situation de handicap) ou dans une habitation mobile.

Orange approuve cette proposition, qui est conforme avec sa pratique en tant qu'OI. Orange propose à l'Arcep d'étendre cette exclusion aux locaux utilisés à titre d'habitation provisoire (cf. ci-après).

### 2.3 Sur la notion de local à usage professionnel

Dans son projet de recommandation, l'Arcep propose de définir un local à usage professionnel comme étant un lieu de travail habituel d'une ou plusieurs personnes.

Orange considère que cette définition est trop limitée, et propose de la compléter en tenant compte de la notion d'établissement d'entreprise retenue par l'Insee, des dispositions du Code de commerce et du Code général des impôts, du Guide Objectif Fibre applicable au raccordement des locaux à usage professionnel et des recommandations du Comité d'experts fibre optique.

Sur ces bases, la notion de local professionnel pourrait être définie comme un site géographique installé de façon permanente, quelle que soit la forme de son adresse, accueillant une activité de production de biens ou de services, réalisée dans des conditions d'autonomie et disposant d'un personnel ou d'une clientèle. L'existence ou *a contrario* l'absence d'un numéro SIRET associé à un site pourrait être un indice pertinent de l'existence ou non d'un local à usage professionnel, sans en constituer l'unique critère puisque certains sites, notamment publics, n'en disposent pas.

### 2.4 Sur le raccordement au FttH de certains types de locaux

Orange estime qu'il serait pertinent que l'Arcep complète sa recommandation en apportant des éléments supplémentaires sur la qualification et les obligations pesant sur les OI, s'agissant du raccordement au FttH de certains types de locaux et des modalités de mise à disposition du réseau FttH.

- *Nécessité pour tous les OI de proposer une offre de multi accès FttH*

Orange rappelle que les OC ont besoin de disposer d'une offre multi-accès sur tous les réseaux FttH de tous les OI, notamment dans la perspective de la fermeture du réseau cuivre, afin de répondre au mieux aux besoins de leurs clients professionnels et entreprises. L'Arcep a d'ailleurs abordé spécifiquement le sujet de la « *possibilité de commander plusieurs accès dans un même local* » dans sa recommandation du 8 décembre 2020.

En tant qu'OI, Orange propose dans son offre de gros FttH une prestation multi-accès conforme à la recommandation du 8 décembre 2020, qui permet à tous les OC de répondre aux demandes de leurs clients professionnels et entreprises. En tant qu'OC, Orange demande que les OI tiers puissent proposer de telles prestations de multi-accès sur leurs réseaux FttH, dans des modalités comparables.

À ce titre, Orange propose que l'Arcep considère comme légitime dans sa recommandation que les OI proposent dans leurs offres de gros FttH une prestation multi-accès conforme à la recommandation du 8 décembre 2020.

- *Pré-équipement en fibre des immeubles professionnels*

Orange rappelle que certains sites, comme, par exemple, les centres commerciaux avec galeries commerçantes, présentent des contraintes d'accès particulières ou réglementées (conditions de sécurité, contraintes spécifiques liées à la présence de public, obligations d'interventions en heures non ouvrées...).

En tant qu'OI, Orange propose un contrat spécifique pour ce type de site, la convention FIP (Fibrage Immeuble Professionnel), qui précise le rôle du gestionnaire de site en matière de pré-équipement en fibre optique, et de mise à disposition des fibres en un point central. Orange considère que de telles mesures pourraient être adoptées par l'ensemble des OI, ce qui suppose des règles claires et connues de tous sur ce qui est attendu de la part des gestionnaires de sites.

À ce titre, Orange propose à l'Arcep de compléter son projet de recommandation sur le cas particulier de ces sites, en précisant afin de permettre à l'OI de raccorder ces immeubles à son réseau FttH, qu'il

revient au propriétaire de réaliser l'équipement en fibre optique à l'intérieur de l'immeuble et d'assurer la gestion de ses câblages.

- *Raccordement en fibre optique des locaux techniques et installations*

Orange constate qu'il y a aujourd'hui des sites qui ne sont ni des logements, ni des locaux professionnels, et qui disposent d'un accès cuivre. C'est le cas par exemple des locaux techniques (transformateurs Enedis, barrages hydroélectriques, châteaux d'eau) et des éléments de réseau urbains (éclairage, radars, etc.).

Dans la perspective de la fermeture du réseau cuivre, ces sites pourraient nécessiter de disposer de solutions de raccordement. Néanmoins Orange estime que des solutions non filaires peuvent être mobilisées pour répondre au besoin (par exemple, solution de raccordement en 4G/5G). Orange suggère à l'Arcep de compléter sa recommandation afin d'apporter cette précision.

- *Logements provisoires sans permis ou avec soupçon d'absence de permis de construire*

Orange souhaite évoquer le cas spécifique des logements provisoires sans permis de construire ou pour lesquels il existe un soupçon d'absence de permis de construire. Dans les DROM, par exemple, des maisons construites en dur sont sans permis mais équipées avec du cuivre, de l'électricité, etc.

Ces logements provisoires, étant sans permis de construire, et la licéité de leur implantation n'étant pas établie, il n'est pas légitime que l'OI soit tenu de les rendre raccordables au FttH.

Il serait opportun que l'Arcep complète sa recommandation en donnant explicitement à l'OI la possibilité d'étendre les exclusions du périmètre de déploiement FttH aux logements dits provisoires qui ne disposent pas de permis de construire ou pour lesquels il existe un soupçon d'absence de permis de construire.

Ceci serait cohérent avec l'article L. 111-12 du Code de l'urbanisme qui prévoit que les « *bâtiments, locaux ou installations soumis aux dispositions des articles L. 421-1 à L. 421-4 ou L. 510-1 [permis de construire, d'aménager, de démolir et déclaration préalable], ne peuvent, nonobstant toutes clauses contractuelles contraires, être raccordés définitivement aux réseaux d'électricité, d'eau, de gaz ou de téléphone si leur construction ou leur transformation n'a pas été, selon le cas, autorisée ou agréée en vertu de ces dispositions* ».

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

### 3 Sur les refus et blocages ne relevant pas de la responsabilité de l'OI et les gels commerciaux

#### 3.1 Sur les diligences demandées pour éviter ou débloquer le refus, blocage ou gel commercial

L'Arcep décrit dans son projet de recommandation les diligences que l'OI doit accomplir relatives aux refus, blocages et gels commerciaux ne relevant pas de sa responsabilité (faire ses meilleurs efforts pour éviter ou débloquer un cas ; rechercher des solutions alternatives et respecter une démarche générale de dialogue, de transparence et de pédagogie ; documenter les efforts qu'il aura produits ; identifier les immeubles concernés ; partager ces informations avec l'Arcep et les OC).

Orange considère que les diligences attendues des OI ne sont pas raisonnables au regard de leur caractère extensif et du flou de l'étendue des obligations rattachées à certaines notions, comme, par exemple la recherche de « *solutions alternatives* ».

Orange demande donc à l'Arcep de faire évoluer son document de manière que le dispositif envisagé soit plus opérationnel, et surtout présente un degré de lisibilité et robustesse plus grand sur les diligences attendues de chaque OI. Dans le cas contraire le risque est qu'une telle recommandation extensive, et dont les contours ne seraient pas clairement établis, conduise en pratique à une hétérogénéité très grande entre OI, et finalement à l'inapplicabilité de cette recommandation.

À ce titre Orange rappelle qu'il a défini à cet effet un « *guide des blocages et des refus* », concret, détaillé et opérationnel, que l'Arcep pourrait utilement reprendre dans sa recommandation.

Les modalités de ce guide ont été présentées à l'Arcep à l'été 2023. Depuis, le guide a fait l'objet d'échanges, notamment dans le cadre des travaux de fermeture du réseau cuivre. Ce guide, dont Orange respecte scrupuleusement les procédures, permet le suivi du cycle de vie d'un blocage / déblocage, et des procédures de « déblocage / traçage » (exemple : procédure « *3 courriers* » : demande initiale suivie de 3 courriers avec accusés de réception ou en lettre suivie espacés de 30 jours calendaires avec conservation des courriers dans le SI d'Orange comme justificatif de la demande).

\*\*\*

En vue du traitement des cas de refus et de blocage, il convient de limiter à des options raisonnables l'exigence s'imposant à l'OI d'engager toutes les diligences pour la recherche de solutions alternatives viables afin de ne pas contraindre l'OI de façon excessive et déraisonnable.

À cet égard, il convient d'intégrer le fait que certains refus tiers ou blocages tiers ne pourront être levés lorsqu'ils sont notamment le fait d'un propriétaire, dont le droit de propriété à valeur constitutionnelle ne peut être contourné.

D'autre part, le caractère raisonnable d'une solution alternative doit être apprécié au regard de la lourdeur et de la complexité potentielle de celle-ci. Ainsi, par exemple, la procédure de servitude légale prévue à l'article L. 48 du CPCE ne saurait être considérée systématiquement comme une solution raisonnable en cas de refus d'intervention en domaine privé. En effet, cette procédure visant à obtenir une autorisation délivrée au nom de l'État par le maire implique un délai minimum de deux mois permettant aux propriétaires concernés de présenter leurs observations et peut conduire, en cas de contestation, à la saisine du président du tribunal judiciaire, ce qui entraîne d'importants délais et des coûts supplémentaires.

Par ailleurs, s'agissant du traçage des refus et blocages, Orange prend note dans l'annexe 2 du projet de recommandation du fait que s'agissant d'un refus émanant d'une autorité publique, l'envoi d'un recours gracieux permettra à l'OI de justifier sa contestation d'un tel refus et qu'il pourra acter du refus en cas de rejet de ce recours gracieux.

Enfin, il conviendrait de nuancer l'obligation de documenter la recherche de solutions alternatives puisque dans certains cas, elles sont inexistantes. Il conviendrait donc de tracer cette recherche, le cas échéant uniquement, si elle a eu lieu.

### 3.2 Sur les relances demandées pour éviter ou débloquent le refus, blocage ou gel commercial

S'agissant de la gestion dans le temps des refus, blocages ou gels proposée par l'Arcep, Orange considère que leur reprise par l'OI à travers des courriers de relance tous les 3 ans ou « *à l'approche d'un évènement susceptible de modifier le comportement des tiers* » n'est pas une solution efficace pour gérer les cas de refus, blocages ou gels.

Orange propose d'identifier les opportunités de déblocage des refus, blocages ou gels commerciaux, plutôt que de mettre en place une relance systématique et non ciblée

Orange a déjà mis en place des guichets d'accueil pour les syndicats (dans le cas de l'immobilier neuf) et pour les propriétaires ou les gestionnaires de sites entreprises, qui sont accessibles sur le web ou par téléphone, et leur permettent de se signaler. Ce guichet pourrait être étendu à la gestion de la levée de refus en permettant à un OC de remonter vers l'OI de l'immeuble des éléments nouveaux (par exemple, un nouveau contact ou une démarche proactive d'un habitant à l'encontre de son syndic) permettant de débloquent une situation de refus, blocage ou gel.

Orange demande à l'Arcep de faire évoluer son projet de recommandation pour le déblocage des refus et gels, en supprimant le principe d'une relance automatique potentiellement inefficace tous les 3 ans ou à l'approche d'un évènement, et en intégrant à la place le principe de la mise en place par l'OI de guichets permettant à tout le moins aux OC de remonter des informations de manière permanente susceptibles de débloquent une situation de refus, blocages ou gels.

### 3.3 Sur l'identification des immeubles en refus, blocages et gels dans les fichiers IPE

Dans son projet de recommandation l'Arcep déclare que : « *Les immeubles relevant des motifs « TEMPORAIRE » et « AUTRE » ne devraient pas a priori, sauf démonstration contraire au cas par cas de la part de l'opérateur d'infrastructure, être considérés comme des cas de refus et blocages ne relevant pas de la responsabilité de l'opérateur d'infrastructure, dûment justifiés et pour lesquels ce dernier a accompli et documenté toutes les diligences nécessaires pour le contrôle de la complétude.* »

Orange constate que cela n'a pas été validé en groupe Interop'Fibre dans les spécifications prévues pour le protocole PM 3.2.

Orange prévoit d'utiliser, conformément au protocole PM 3.2, validé en groupe Interop'Fibre, le champ « RefusTiers » afin d'identifier les refus ne relevant pas de sa responsabilité par un motif de refus ou blocage parmi les six catégories suivantes : « GC PRIVE », « COLLECTIVITE », « SYNDIC », « CONVENTIONNEMENT PRIVE », « TEMPORAIRE » et « AUTRE ».

Orange confirme que les refus ou blocages qui seront marqués « TEMPORAIRE » ou « AUTRE » seront bien considérés comme des refus ne relevant pas de sa responsabilité.

Orange demande ainsi à l'Arcep de faire évoluer son projet de recommandation afin de respecter ce qui a été validé en Interop'Fibre.

### 3.4 Sur l'articulation avec la fermeture du réseau cuivre en zones très denses

L'Arcep fait les propositions suivantes pour la zone très dense : « *pour que le réseau cuivre puisse fermer, il sera nécessaire que les immeubles non raccordables à l'échéance du contrôle du critère relatif à l'infrastructure FttH de substitution disponible aient fait l'objet de la part d'un opérateur d'infrastructure des diligences décrites au sein de la partie 3 du présent document* ».





Orange rappelle qu'il n'existe pas pour les OI en zone très dense d'obligation réglementaire de répertorier l'ensemble des locaux des communes ou de réaliser le pavage de point de mutualisation (PM) complet sur tout le territoire de la commune.

Orange demande à l'Arcep de faire évoluer son projet de recommandation en intégrant les réserves suivantes s'agissant des zones très denses :

- dans le cas des poches de haute densité, les diligences proposées dans la partie 3.4 ne peuvent s'appliquer aux OI que pour les locaux présents dans leurs IPE.
- dans les poches de basse densité, les diligences proposées dans la partie 3.4 ne peuvent s'appliquer aux OI que pour les zones arrières de PM qu'ils ont déployées.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## 4 Sur la notion d'appétence au FttH dans le cadre des raccordables à la demande

### 4.1 Sur la prise en compte de la situation sur le cuivre pour évaluer l'appétence au FttH

Dans son projet de recommandation, l'Autorité propose que « *pour qu'un réseau soit complet, des logements ou locaux avec une ligne cuivre active (ou inactive depuis moins de 24 mois) ne devraient pas rester raccordables sur demande* ». Dit autrement, l'Autorité considère qu'un logement avec une ligne cuivre active devrait nécessairement migrer vers la fibre. Cette position, qui suggère à tort une corrélation entre le fait de disposer d'un accès cuivre et l'appétence pour la fibre, ne reflète aucunement la réalité de la dynamique du marché fixe en France.

D'une part, la majorité des clients qui ne disposent aujourd'hui que d'un accès « voix only » sur cuivre sont des clients qui ne souhaitent disposer que de l'abonnement téléphonique et qui ne sont pas appétents à des services haut débit. Il s'agit de clients souvent âgés (la médiane des clients se situe à 79 ans), dont la résiliation est souvent liée à des événements externes (par exemple départ en maison de retraite ou décès). Ces clients sont souvent peu équipés en équipements informatiques, peu à l'aise avec les nouvelles technologies. Afin de conserver un abonnement téléphonique, ces clients pourraient naturellement migrer vers des solutions mobiles, ne nécessitant pas de travaux nécessaires à l'installation de la fibre. [...]

D'autre part, sur le marché entreprise, une très grande majorité des accès « voix only » cuivre sont résiliés sans migration. Les entreprises ont profité de la période Covid et des premières expérimentations d'arrêt du cuivre pour rationaliser leur parc, basculer vers des solutions d'outils de communication collaborative ou de softphonie (pour les lignes de type RNIS) ou bien encore vers des solutions de communication axées sur la technologie mobile.

Les travaux préparatoires à la fermeture du réseau cuivre ou encore l'analyse de l'évolution du taux de pénétration des communes pour lesquelles Orange est le seul OI (cuivre + fibre), confirment que les clients disposant d'une ligne cuivre active ne sont pas tous appétents au FttH.

[...]

Par ailleurs, la durée de 24 mois proposée par l'Arcep semble disproportionnée au regard de la durée moyenne de vacance d'un logement. En effet, la vacance locative moyenne en France est estimée à quelques semaines, il n'est donc pas nécessaire d'attendre 24 mois pour savoir que l'occupant d'un logement n'est pas appétent à la fibre.

Ainsi, l'Arcep ne peut maintenir dans son projet de recommandation une proposition qui ne reflète pas la dynamique du marché.

Si la corrélation entre « accès cuivre » et « appétence à la fibre » n'est pas systématiquement démontrée, des faisceaux d'indices permettent cependant de qualifier la « non-appétence » à la fibre. C'est pourquoi, Orange propose que toute ligne cuivre qui ne dispose pas d'une offre haut débit DSL depuis 12 mois puisse être considérée comme non appétente à la fibre.

En tout état de cause, Orange signale que la possibilité de caractériser l'appétence d'un local RAD sur la base d'informations du réseau cuivre reste limitée par la capacité à faire correspondre la base d'adresses du réseau fibre avec la base d'adresses du réseau cuivre.

### 4.2 Sur la prise en compte de la non-appétence pour les RAD non commandés

Dans son projet de recommandation, l'Arcep indique que « *la persistance de locaux raccordables sur demande est possible à l'issue du délai de complétude « compte tenu [notamment] du degré d'appétence à court terme des clients finals potentiels pour un raccordement FttH* ».

Orange constate qu'il peut y avoir des cas de locaux marqués RAD dans l'IPE d'un OI depuis plusieurs mois, et pour lesquels l'OI n'a toujours pas reçu de commande. Orange estime qu'on pourrait



considérer de tels locaux caractéristiques d'un manque d'appétence, dès lors qu'il existe une offre chez cet OI permettant aux OC de commander effectivement des RAD.

Orange propose ainsi que l'Arcep fasse évoluer son projet de recommandation de manière que les locaux identifiés comme RAD depuis une durée donnée (par exemple 12 mois) et qui n'ont pas fait l'objet d'une commande de RAD puissent être considérés comme caractéristiques d'un manque d'appétence, dès lors que l'OI dispose d'une offre de gros permettant aux OC de commander des RAD sans contraintes particulières.

#### 4.3 Sur l'acceptabilité d'une commande de RAD par un OI en cas de travaux nécessaires en partie privative

Orange constate qu'il y a des cas de locaux mis en RAD, et pour lesquels des travaux de génie civil doivent également être réalisés en partie privative par le client final.

Il ne serait pas acceptable, en cas de commande de RAD portant sur un tel local, que l'OI réalise les travaux de déploiement pour la pose du PBO, qui intègrent généralement du génie civil en partie publique, sans garantie que le client réalise effectivement les travaux nécessaires en partie privative afin de souscrire à un abonnement fibre.

Le cas échéant, il convient que l'OC s'assure en amont de sa commande de RAD auprès de l'OI que le client réalisera bien les travaux de génie civil en partie privative.

À ce titre, Orange propose que l'Arcep fasse évoluer son projet de recommandation en précisant qu'un OI ne doit être tenu à réaliser les travaux lors d'une commande de RAD portant sur un tel local que si l'OI a identifié préalablement ce local et que l'OI a été en mesure de recueillir, soit via l'OC, soit via la mise en place d'un guichet, l'engagement ferme du client final à réaliser les travaux en partie privative.

En outre, compte tenu des coûts élevés de déploiement, l'OI doit être en mesure de coordonner ses travaux avec ceux à charge du client final avant de les réaliser pour assurer la disponibilité des infrastructures d'accueil en partie privative le cas échéant.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## 5 Sur le raccordement des immeubles neufs

### 5.1 Sur le traitement de l'immobilier neuf en fonction de la date de mise à disposition du point de mutualisation

L'Arcep propose dans son projet de recommandation des critères permettant de qualifier les immeubles neufs et non neufs par rapport aux obligations définies par ailleurs dans le cadre réglementaire. Est ainsi qualifié d'immeuble neuf tout immeuble dont l'autorisation d'urbanisme a été délivrée après la mise à disposition du point de mutualisation (MAD PM).

En premier lieu, cette définition est en contradiction avec l'acception de la notion d'immeuble neuf retenue par l'ensemble des parties prenantes du secteur et fondée sur la loi. En effet, la notion d'immeuble neuf renvoie à l'ensemble des dispositions issues de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, du décret n° 2009-52 du 15 janvier 2009, de la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron du 6 août 2015 et du décret n° 2017-832 du 5 mai 2017.

En deuxième lieu, cette définition remet en cause les règles définies par le Code de l'urbanisme (article L. 332-15 du Code de l'urbanisme), rappelées dans les guides Objectif Fibre, sur la réalisation des infrastructures de génie civil d'adduction en domaine public au droit du terrain par tout détenteur d'un permis de construire ou d'aménager. Ainsi, à titre d'exemple, un immeuble pour lequel l'autorisation aurait été obtenue avant la MAD PM et qui aurait été livré après la MAD PM ne serait pas considéré comme immeuble neuf selon le projet de recommandation de l'Arcep ; le cas échéant, le promoteur ou propriétaire pourrait ne plus être tenu à réaliser les infrastructures de génie civil en domaine public au droit du terrain, et il reviendrait alors à l'OI de réaliser les infrastructures de génie civil jusqu'à la limite de la propriété privée.

En troisième lieu, ce dispositif ne tient pas compte du fait qu'en pratique l'ensemble des OI s'inscrivent désormais dans la logique du projet ZLIN (zone logement immeuble neuf) d'Orange, qui a été généralisé en 2022. Pour rappel, le projet ZLIN consiste au fait qu'Orange ne procède plus au raccordement à son réseau cuivre d'un immeuble neuf qui vient d'être livré, dès lors que l'immeuble neuf est situé dans la zone arrière d'un point de mutualisation mis à disposition depuis plus de 3 mois (par rapport à la date de livraison de l'immeuble).

En dernier lieu, l'ensemble du dispositif proposé par l'Arcep paraît extrêmement complexe, est source d'erreur, est flou sur le partage des rôles entre ce que l'OI doit faire et ce que le promoteur ou le propriétaire doit faire, et risque de perdre l'objectif principal qui est qu'un immeuble neuf qui vient d'être livré puisse être raccordé à la fibre dans les meilleurs délais.

\*\*\*

Compte tenu de ce qui précède, Orange propose à l'Arcep de retenir dans son projet de recommandation un dispositif plus simple sans passer par la redéfinition de ce qu'est un immeuble neuf, et en évitant les mécanismes de signalement actuellement en vigueur, qui sont inapplicables en pratique.

Ainsi il pourrait en première approche être envisagé le principe suivant : dès lors qu'un PM est MAD depuis au moins 3 mois, l'OI doit rendre raccordable sous 3 mois tout immeuble livré dans la zone arrière du PM, dès lors que le promoteur ou propriétaire a mis à sa disposition un câblage intérieur et des infrastructures de génie civil jusqu'au droit du terrain sur le domaine public, effectivement mobilisables par l'OI pour le déploiement de sa fibre optique, et ce que le délai de complétude du PM soit échu ou non.

Orange précise enfin que dans le cas d'un projet immobilier regroupant plusieurs immeubles, un tel dispositif doit être apprécié immeuble par immeuble ou lot par lot, et non à la maille du projet dans son ensemble.

## 5.2 Sur le partage des informations d'identification des immeubles neufs dans les fichiers IPE

L'Arcep propose dans son projet de recommandation que les OI ajoutent dans leurs fichiers IPE des éléments relatifs aux immeubles neufs (immeubles existants ou en cours de construction, immeubles manquants, date de délivrance de l'autorisation d'urbanisme, date prévisionnelle de livraison...).

Orange propose que les éléments ci-dessous soient au préalable discutés avec l'ensemble des OI en groupe Interop'Fibre, afin de déterminer leur intégration dans les fichiers IPE dans une future version du protocole PM :

- date de délivrance de l'autorisation d'urbanisme *a minima* pour les immeubles livrés après la mise à disposition du point de mutualisation,
- attente de la fourniture des informations ou des infrastructures mentionnées à l'article 4 de la décision n° 2020-1432 pour rendre l'immeuble raccordable.

Par ailleurs, ces informations ne semblent pas nécessaires pour les projets d'immobilier individuels (notamment pour des raisons de difficultés opérationnelles).

## 5.3 Sur la prestation de fourniture du PAR fibre

L'Autorité indique qu'il est « *souhaitable que les opérateurs d'infrastructure proposent, a minima à destination des bureaux d'études, une prestation de fourniture de l'information relative à la localisation du PAR, qui n'inclut pas de prestation d'accompagnement relevant de l'activité de bureau d'études, dans des conditions notamment de délai et tarifaires raisonnables* ».

L'Arcep mentionne de plus que la prestation de « *fourniture du PAR sans prestation d'accompagnement aux bureaux d'études pour le réseau cuivre s'élève à 15 € hors taxes depuis 2007* ».

Orange conteste l'approche de l'Arcep consistant à faire référence au tarif du PAR pratiqué sur le cuivre. Cela laisse entendre qu'il serait possible à un OI de fournir un PAR fibre à un coût de 15 €, ce qui est inexact.

Cette tarification résulte d'un engagement pris par Orange il y a près de 17 ans dans le contexte particulier d'une procédure devant l'Autorité de la concurrence, qui n'a depuis fait l'objet d'aucune réévaluation, ni même d'aucun monitoring sur l'évolution des tâches nécessaires, des coûts de main d'œuvre, ou de la proportion de déplacement rendu nécessaire pour la localisation de ce PAR.

Cette référence de 15 € pourrait être très largement discutée pour la fourniture du PAR cuivre dès lors que ce tarif ne permet d'ores et déjà plus à Orange en tant qu'opérateur cuivre de recouvrer pleinement ses coûts sur cette prestation. Si Orange dans la perspective de la fermeture du réseau cuivre n'a pas souhaité engager une discussion sur sa révision, ce choix ne peut conduire à conclure que ce tarif serait aujourd'hui justifié et pourrait servir de référence également sur la fibre.

En conséquence, la prestation de fourniture du PAR fibre, nécessitant *a minima* une recherche d'informations par un chargé d'affaires impliquant une ou plusieurs itérations avec le demandeur, et le cas échéant un déplacement terrain, ne peut en aucun cas être valorisée à 15 €.

[...]

Compte tenu de ces éléments, Orange demande à l'Arcep de faire évoluer son projet de recommandation lorsqu'elle évoque la prestation de fourniture du PAR fibre, en retirant la référence au tarif de la prestation de fourniture du PAR cuivre qui est obsolète, dans la mesure où elle constitue la contrepartie d'une décision d'engagements pris par Orange devant l'Autorité de la concurrence datant de plus de 17 ans.

Si l'Arcep souhaite faire une recommandation sur un niveau tarifaire pour la prestation de fourniture du PAR fibre afin d'homogénéiser les pratiques des OI, Orange suggère que cela soit fondé sur un

benchmark des prestations existantes et sur une étude de tâches associées à la fourniture de cette prestation.

#### 5.4 Sur les prestations complémentaires associées au raccordement des immeubles neufs

L'Arcep considère qu'un OI ne peut pas facturer la prise en exploitation des câblages établis par le constructeur d'un immeuble neuf. L'Arcep indique ainsi que les opérations de réception et recette des câblages d'immeubles neufs ne devraient pas faire l'objet d'une facturation aux maîtres d'ouvrages ou à leurs bureaux d'études, et que seule la prestation de fourniture de l'information de localisation du PAR fibre peut être facturée.

Si Orange partage le fait qu'aucune vérification fonctionnelle payante ne peut être imposée systématiquement par l'OI, un OI ne peut être privé de récupérer les surcoûts induits à la suite d'une non-conformité.

Il convient de s'assurer de mettre en place des mécanismes incitatifs afin de garantir la qualité des câblages installés. À cette fin, un OI devrait être légitime à facturer un forfait au promoteur qui lui remet un dossier de récolement décrivant des installations qui s'avéreraient non-conformes aux règles de l'art ou aux prescriptions techniques de l'OI. En effet, la non-qualité du câblage établi induit des surcoûts pour l'OI qu'il ne serait pas équitable de laisser à sa charge (double contrôle du dossier de conformité, double visite terrain, levée des non-conformités relevées à la première visite).

Enfin il convient à cet égard de rappeler que les coûts correspondants à la réception et la recette (récupération des données et intégration au SI de l'OI, processus de mise en service commerciale auprès des OC, etc.) ont pleinement vocation à être pris en compte dans la définition des tarifs d'accès aux réseaux FttH facturés aux OC.

Orange demande ainsi à l'Arcep de faire évoluer son projet de recommandation en permettant la facturation des opérations de réception par l'OI aux maîtres d'ouvrage et bureaux d'études en cas de non-conformité.

#### 5.5 Sur les prestations de bureau d'études dans le cadre des RIP FttH

Au surplus, Orange constate que certains délégataires auraient l'intention de proposer des prestations de bureau d'études et tient à rappeler les éléments suivants.

L'Autorité de la concurrence dans sa décision n° 08-D-21 du 7 octobre 2008 a pu reconnaître l'existence d'un marché du conseil en ingénierie et de contrôle des installations téléphoniques réalisées par des promoteurs ou lotisseurs privés. Aujourd'hui ce marché a été investi par plusieurs sociétés sur le territoire qui soit proposent uniquement du conseil et du contrôle, soit proposent en plus de la maîtrise d'ouvrage sur le domaine privé.

L'Arcep a d'ailleurs indiqué dans ses fiches pratiques que « *le déroulement et le suivi des dossiers de raccordement à un réseau fibre sont complexes et nécessitent une connaissance et une expertise en termes de travaux publics, voirie et réseaux divers. En général, le maître d'ouvrage s'appuie sur un prestataire spécialisé ou un bureau d'étude qui l'accompagne dans les démarches auprès des différents services et gestionnaires d'infrastructures, établit notamment le contact avec l'opérateur d'infrastructure, et réalise ou fait réaliser la construction du génie civil d'adduction et le câblage optique* ».

En conséquence, la fourniture par la société de projet délégataire de ces prestations directement sur ce marché pourrait soulever des questions de compatibilité avec l'article L. 1425-1 du CGCT qui prévoit que « *les collectivités territoriales et leurs groupements ne peuvent fournir des services de communications électroniques aux utilisateurs finals qu'après avoir constaté une insuffisance d'initiatives privées propres à satisfaire les besoins des utilisateurs finals et en avoir informé l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse* ».



Par ailleurs, l'utilisation par un RIP de sa qualité d'OI pour fournir de manière « privilégiée » ces prestations de bureau d'étude à des clients de détail pourrait poser plus généralement la question de la compatibilité de cette intervention avec les termes de l'article L. 1425-1 du CGCT qui impose que *« leurs interventions garantissent l'utilisation partagée des infrastructures établies ou acquises en application du présent l et respectent les principes d'égalité et de libre concurrence sur les marchés des communications électroniques. Elles s'effectuent dans des conditions objectives, transparentes, non discriminatoires et proportionnées »*.

Sur la base de ces éléments, Orange estime que l'Arcep pourrait venir clarifier dans son projet de recommandation le champ d'intervention des délégataires en matière de fourniture de prestations de bureau d'études dans le cadre des RIP FttH afin de garantir la sécurité juridique de ces interventions au regard de l'article L. 1425-1 du CGCT, et des règles de concurrence.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*